

DE NOUVELLES NOMINATIONS À LA TÊTE DES ENTREPRISES ET BANQUES PUBLIQUES

Faire face à la crise

- Dans la foulée du remaniement ministériel de la semaine dernière, des changements de certains PDG de banques et d'entreprises publiques sont intervenus hier
- De nouveaux responsables sont nommés à la tête de 8 organismes, entreprises et banques publiques (Sonatrach, Air Algérie, Naftal, Douanes, BNA, CPA, BDL et CNEP).
- Les nouvelles nominations sont-elles à inscrire dans le registre des mesures urgentes à prendre pour endiguer les effets de la crise financière qui guette le pays ?

LIRE LES ARTICLES DE MADJID MAKEDHI, MELISSA ROUMADI ET ALI TITOUCHE EN PAGES 2 ET 3

DISCOURS HAINEUX CONTRE LES FEMMES

LES INQUISITEURS SONT DE RETOUR



■ Une campagne d'une rare virulence pour obliger les femmes algériennes à porter le voile est menée activement ces derniers jours sur les réseaux sociaux. Qui est derrière ces comportements d'un autre âge et pourquoi ?

LIRE L'ARTICLE DE FATIMA ARAB EN PAGE 4

AFFAIRE DGSN-ABM

LE PARQUET A REQUIS 10 ANS DE PRISON CONTRE OULTACHE

LIRE L'ARTICLE DE R. KOUBABI EN PAGE 5

REPORTAGE

RÉVISIONS DU BAC : PETITES ASTUCES ET GRAND STRESS

■ A quelques jours de l'examen fatidique du baccalauréat, les candidats se débrouillent chacun selon ses moyens pour s'assurer la meilleure préparation possible aux épreuves.

Dans la bibliothèque du quartier Les Bananiers, il est difficile de trouver une place de libre. Des groupes de lycéens se forment autour des tables. Cette structure accompagne les élèves de terminale dans leur travail de préparation des épreuves du baccalauréat. Des cartes d'accès leur ont été proposées dès le début de l'année, mais le rush est enregistré depuis quelques semaines. Des salles de travail sont à la disposition des candidats au bac jusqu'à 19h.



PHOTO : B. SOUHIL

LIRE LA SUITE DE L'ARTICLE DE FATIMA ARAB EN PAGE 5

CONSTANTINE INFO

AMÉNAGEMENT DU CENTRE-VILLE DE CONSTANTINE

Où sont passés les feux tricolores ?

LIRE L'ARTICLE DE S. ARSLAN EN PAGE 8



PHOTO : D.R.

PARTICIPATION DES FEMMES À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

«Ne pas se contenter de quelques cas alibi»

Près de 250 experts se sont réunis, du 19 au 21 de ce mois, à Barcelone pour identifier les actions à mener pour renforcer la participation des femmes à la vie économique dans la région euro-méditerranéenne.

Barcelone
De notre envoyée spéciale

Organisée par le Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée, la conférence — qui intervient vingt ans après la conférence des Nations unies sur les femmes — a réuni des représentants de gouvernements et d'agences de financement, d'organisations internationales, de Parlements, d'organisations de la société civile et du secteur privé de toute la région euro-méditerranéenne. Les participants se sont attachés à apporter des propositions pour ouvrir de nouvelles perspectives, à partager des expériences, des pratiques, à explorer de nouvelles opportunités pour développer l'autonomisation des femmes par une approche fondée sur une coopération régionale. Ils ont traité des principaux obstacles qui entravent la pleine participation économique des femmes et identifié des actions stratégiques et des programmes régionaux à même de favoriser l'autonomisation socioéconomique des femmes.

Des secteurs innovants offrant de nouvelles opportunités pour les femmes ont été étudiés, comme l'économie sociale et solidaire, l'économie verte, les TIC et le rôle des médias.

Comment améliorer la participation des femmes à la vie économique ? A quoi sert l'éducation si elle n'aboutit pas à l'emploi ? Créer des postes de travail n'est pas suffisant si les femmes sont harcelées. Si elles subissent des discriminations so-

ciales et familiales. Le diplôme n'est pas une finalité, il faut de l'égalité. Autant de questionnements, autant de sujets débattus. Et comme l'a souligné le ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance de Tunisie, M^{me} Samira Merai Friaa, qui a ouvert les travaux de la conférence, «une société ne peut pas se développer si elle n'agit pas de façon égalitaire dans la répartition des ressources».

«Dans l'égalité, il y a le défi de la croissance et de la paix. Il faut accélérer la culture du changement. Faire des projets des politiques publiques, changer d'échelle. Croiser la logique du développement et celle des droits», a relevé pour sa part Nicole Ameline, présidente de la commission de la condition de la femme et députée à l'Assemblée nationale française, qui a appelé à «fédérer les acteurs, les cadres généraux d'action».

L'INSTABILITÉ POLITIQUE, UN FREIN

L'un des obstacles à l'autonomisation économique des femmes est l'instabilité politique, a relevé Inas Mekki, chef du Département des femmes, de la famille et de l'enfance à la Ligue des Etats arabes. «Pour les femmes de la région arabe, les conflits armés sont une des raisons pour lesquelles l'autonomisation des femmes n'est pas possible, des milliers de femmes sont déplacées». Et aussi «nous, dans les pays arabes, nous ne sommes pas exportateurs de terrorisme. Ce que nous vivons dans le sud de la Méditerranée est transitoire. Il faut de la sécurité et de la stabilité».

Le président du Centre jordanien du Développement de l'entreprise, Nayef Stetieh, a regretté que le renforcement de l'insertion des femmes à l'économique et l'instabilité politique n'aient pas fait l'objet de débat. Ainsi, il a été rappelé que la Jordanie accueille 1 500 000 réfugiés dont la moitié sont des femmes qui, avec leurs enfants vivent dans des conditions extrêmement pénibles. «En Syrie, en Libye en Irak,

la priorité est la sécurité», dira aussi Serena Romano, présidente de l'association italienne Corrente Rosa et membre du Conseil des gouverneurs de la Fondation des femmes de l'EuroMéditerranée. Et sur un autre registre de rappeler qu'«il ne faut pas oublier l'autonomie dans la famille. A quoi sert d'être autonome financièrement si on ne peut choisir son mari?»

18% SEULEMENT DES ADULTES ONT UN COMPTE EN BANQUE

Carlos Conde, chef de la division Moyen-Orient de l'OCDE, dira pour sa part que «l'égalité est un ingrédient fondamental pour la croissance économique» et qu'il faut «un continuum des politiques publiques nationales pour une meilleure intégration économique des femmes».

Sur le rôle des banques et des donateurs, Jose Luis Vinuesa-Santamaria, représentant la Commission européenne, indique que 106 millions d'euros ont été dédiés en 2007 à des projets spécifiques pour l'égalité des genres par la Commission européenne, et 311 millions d'euros en 2012. En 2014, ces fonds ont baissé à cause, entre autres, de la crise financière. Interpellé sur les fonds octroyés aux associations qui militent pour les droits des femmes dont les actions sont peu soutenues financièrement (4% pour les associations en Europe par la Commission européenne), il reconnaît qu'on n'a pas une bonne analyse des objectifs et des projets. Mourad Ezzine, directeur du centre pour l'intégration en Méditerranée de la Banque mondiale, constate que dans la région MENA la couverture bancaire est l'une des plus faibles au monde. 18% des adultes ont un compte en banque, contre 46% dans le reste du monde.

Valeria Della Rosa, représentant la Banque européenne de reconstruction et de développement l'exis (BERD), note que beaucoup de banques nourrissent des préjugés à l'égard des femmes, les considérant comme «des clientes à haut risque,

ce qui est faux». La BERD travaille avec 40 banques et 16 pays.

FAIRE ÉVOLUER LES MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT

La Secrétaire générale adjointe pour les affaires sociales et civiles de l'UpM, Delphine Borione, dans une synthèse des travaux de la conférence, relève que la croissance économique ne s'est pas traduite par un travail décent, ni par une inclusion des femmes, d'où la nécessité de faire évoluer les modèles de développement pour accroître la participation des femmes à l'activité économique ; la nécessité d'appliquer les conventions internationales sur les droits humains ; la nécessité d'avoir une vision intégrée des femmes dans un cadre normatif ; le besoin d'institutions nationales d'action ; le besoin de plus de données chiffrées ; le besoin d'agir avec les hommes.

Des recommandations plus spécifiques comme la place et la prise en compte de la maternité dans le lieu de travail, le congé de paternité ; la formation à l'esprit d'entreprise ; des politiques multisectorielles ont été formulées.

«Les femmes sont la moitié de l'humanité, la parité c'est cela», a indiqué Elisabeth Guigou, présidente de la fondation Anna Lindt pour le dialogue entre les cultures.

«Il faut que les femmes soient à égalité avec les hommes». «Mon expérience m'a montré qu'il ne faut pas se contenter d'avoir quelques femmes alibi dans certains secteurs, c'est un piège pour ne pas agir». «Il faut que les femmes qui ont la chance d'avoir des responsabilités s'occupent de la promotion des autres femmes». Et «si on veut que les femmes jouent un rôle accru dans la vie professionnelle et sociale, il faut leur libérer du temps». Et d'ajouter : «Il ne suffit pas de faire du temps, il faut que la société se mobilise». «Le plus important est de faire tomber les barrières mentales pour libérer les énergies». **Nadjia Bouzeghrane**

NACIRA HADDAD // VICE-PRÉSIDENTE DU FCE
«Les quotas sont un mal nécessaire»

Vice-présidente du FCE, M^{me} Nacira Haddad (aucun lien de parenté avec le président de l'organisation patronale de même nom) est chargée de l'entrepreneuriat et de la formation. Elle dirige un bureau d'études spécialisé dans les réformes économiques à Alger.

> Propos recueillis par

Nadjia Bouzeghrane

Vous préconisez l'institution de quotas en matière de création d'entreprises pour promouvoir l'activité économique des femmes. Pourquoi pas le salariat ?

Les quotas nous ont réussi dans la représentation politique. Des quotas dans les dispositifs de création d'entreprises contribueront positivement à l'insertion économique des femmes. Le salariat n'est plus l'unique réponse à l'employabilité des diplômés, c'est une donnée universelle. Il existe des dispositifs publics favorisant la création d'emplois, le problème, c'est leur gouvernance, leur lisibilité et leur visibilité. Les

dispositifs ne sont pas discriminants par la loi, mais par la pratique.

Que faut-il faire pour lever cet écueil

Il faut mettre plus d'intelligibilité dans les dispositifs publics, les rendre accessibles par une approche de proximité et par une simplification. Les femmes ont besoin d'une approche de proximité.

De quelle manière ?

Par la vulgarisation des dispositifs de création d'entreprises, la sensibilisation et l'encouragement à l'entrepreneuriat. Le label du Forum est un plus. En procédant à des plaidoyers auprès des pouvoirs publics pour l'accès au foncier, au crédit.

Quel bilan tirez-vous de l'utilisation de ces dispositifs par les femmes ?

Plus de 43% de créations d'entreprises ont pour cadre le milieu rural. Les femmes s'investissent dans l'agriculture. Elles sont de plus en plus nombreuses à diriger des exploitations agricoles, alors que les hommes émigrent vers les villes. 68% des projets de l'ANJEM (Agence nationale du micro-crédit) sont portés par des femmes. Longtemps les femmes ont été dans les activités de services, elles percent dans le monde industriel, dans l'économie verte, dans les nouvelles technologies. Le mouvement est en marche, il faut l'accompagner. Et c'est le rôle que s'est

assigné le FCE.

C'est maintenant que les politiques publiques commencent à donner leurs fruits. Les femmes représentent plus de 10% de la communauté des affaires en 2014, contre 6% en 2012 et 3% en 2004.

Le poids des mentalités a été longtemps un frein à l'insertion socio-économique. Aujourd'hui, la femme s'est imposée de fait. L'autonomie financière permet à la femme le pouvoir de décision, c'est une donnée mondiale avérée. On devrait améliorer l'ancrage de la culture entrepreneuriale très tôt dans le cursus de formation, prévoir des formations spécialisées, ce qui contribuerait à lever beaucoup d'obstacles.

Quels sont les profils des femmes qui entreprennent ?

Les profils sont très diversifiés, des femmes médecins, ingénieurs, artisanes, femmes au foyer... Aujourd'hui, tout est permis. La gouvernance de proximité, la formation et l'information sont les clés de la réussite.

Il faut aussi encourager des femmes à créer des activités pour des femmes. Un cybercafé dans un douar tenu par une femme facilitera sa fréquentation par d'autres femmes.

Produire algérien. Est-ce une opportunité pour les femmes ?

C'est effectivement une occasion pour les femmes de valoriser leurs savoir-faire. **N. B.**

Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée
Un réseau de réseaux

La FFEM se structure comme un réseau de réseaux regroupant tous les acteurs et actrices de l'égalité entre les hommes et les femmes de la région euro-méditerranéenne afin de faire avancer la lutte commune pour l'égalité des droits, d'éradiquer toutes les formes de violence et de discrimination contre les femmes et de promouvoir le changement dans les attitudes et les comportements envers l'égalité des sexes. Pour atteindre ses objectifs, la FFEM a développé une plateforme internet trilingue qui vise à être un outil fédérateur de ce réseau de réseaux ; un espace commun représentant la société civile, le monde académique et les institutions publiques œuvrant pour l'égalité entre les hommes et les femmes ; un espace commun de partage de savoirs et de pratiques liés à l'égalité, web page de la Plateforme : www.euromedwomen.foundation et les documents utilisés pour la présentation. La Fondation recense, modélise et transfère les pratiques réussies sur les questions d'égalité dans la région par des appels à pratiques. La Fondation vient de publier l'étude «Femmes en Méditerranée», premier rapport de suivi des Conférences ministérielles des Etats de l'UpM. La publication analyse la situation des femmes dans 12 pays de l'espace euroméditerranéen, dont l'Algérie. **N. B.**